

Contre le néolibéralisme éducatif

Eric Martin, Professeur de philosophie, Cégep Édouard-Montpetit

Le Rapport Demers (2014) comporte deux problèmes. 1) Il prétend sauver les cégeps en région en les poussant vers un arrimage de plus en plus direct avec le marché de l'emploi, principalement en ce qui concerne les programmes techniques. 2) Il présente la formation générale comme étant déphasée ou incapable de s'adapter à « l'évolution » de la société, ce qui justifierait de la réduire et de la rendre optionnelle en grande partie, le tout en s'inspirant de l'Ontario ou du modèle « Humanities » des collèges anglophones¹. La même priorité accordée à l'arrimage école-travail était d'ailleurs au cœur du forum du Parti libéral en septembre 2015.

Les cégeps ont été fondés sur l'idée d'un équilibre entre culture et technique. Or, dans son mémoire sur le projet de loi 70, le Conseil supérieur de l'éducation s'étonne : « le Conseil note un déplacement du centre de gravité de la sphère de l'éducation vers la sphère de l'emploi ». Le Conseil constate que le gouvernement choisit de faire de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), où siège notamment le président du Conseil du patronat, un « suprapouvoir » auquel le ministère de l'Enseignement supérieur devra rendre des comptes, un précédent inquiétant et anormal dans une démocratie parlementaire, selon le Conseil. On s'inspire aussi du modèle *dual* allemand pour augmenter la place accordée aux stages et donner à l'entreprise la capacité d'évaluer les étudiants.

Selon la FNEEQ-CSN : « En voulant obtenir une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi, le gouvernement Couillard vise à réaliser une forme de transfert des institutions d'enseignement aux entreprises dans la détermination des contenus des cours. Selon les libéraux, ces derniers devraient être choisis en fonction des besoins immédiats du marché du travail. Les aspects de la formation jugés moins nécessaires, comme la formation générale, sont remis en cause, surtout s'ils sont un obstacle à une diplomation rapide et ciblée sur un travail précis² ».

C'est encore la même volonté d'adapter le système d'éducation aux besoins du marché qui inspire les orientations du projet de création d'un Conseil des collèges. On y défend la mise en place de mécanismes « d'assurance qualité » et d'évaluation continue visant à s'inspirer « des meilleures pratiques » en vigueur ailleurs, le tout afin d'adapter le système d'éducation à l'environnement technico-économique. L'assurance qualité³ a été développée en Europe dans le sillage du processus de Bologne et de la stratégie de Lisbonne en tant qu'« outil de régulation du marché de la formation supérieure⁴ ». L'expression « meilleures pratiques » renvoie à la pratique du *benchmarking*, servant à établir des standards compétitifs pour des organisations ou entreprises évoluant dans un environnement compétitif⁵. Il s'agit de nouveaux mécanismes utilisés dans le néolibéralisme pour évaluer et orienter les pratiques dans les institutions académiques, et ces nouvelles mesures sont toutes importées à partir de la « gouvernance⁶ » et du management industriel et privé, ce qui témoigne du passage d'une culture institutionnelle

dite de « service public » à une culture organisationnelle calquée sur l'entreprise privée, comme l'avait bien vu Michel Freitag⁷.

Le monde universitaire connaît bien le cocktail de mesures que l'on pourrait regrouper sous le vocable du « néolibéralisme éducatif » : gouvernance managériale, assurance qualité, hausses de frais de scolarité, réforme vers l'approche par « compétences », insistance sur la recherche appliquée visant les innovations technologiques et les retombées commerciales en partenariat avec le secteur privé. Ces mesures ne sont pas exclusives au Québec : on les retrouve un peu partout dans le monde (par exemple en France⁸). Elles sont impulsées par des institutions économiques internationales qui pilotent la mondialisation, comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ainsi que la Banque Mondiale⁹. La diffusion et la mise en place de nouvelles pratiques de gouvernementalité dans l'enseignement supérieur n'est pas une construction fantasmatique : il s'agit d'un phénomène bien réel, documenté et constaté à l'échelle mondiale par les sociologues de l'éducation et les syndicats de professeurs.

Effectivement, on trouve aussi certaines de ces transformations dans les universités des pays scandinaves, présentées comme des pays sociaux-démocrates. Ceci ne fait que nous indiquer que le néolibéralisme éducatif n'épargne pas les pays scandinaves, qui ne sont pas en dehors du système-monde capitaliste, mais en sont bel et bien partie prenante malgré leur visage social sur certains aspects. Au Danemark, l'implantation de l'assurance qualité en éducation soulève plusieurs craintes : (1) n'accorder de valeur qu'à ce qui est mesurable en termes de performance, (2) réduire les standards jusqu'à la médiocrité, (3) un recentrage des institutions et programmes sur ce qui est *mainstream*, (4) la marginalisation des champs scientifiques de petite taille qui pourront apparaître sans importance à un certain moment, (5) la perte de contrôle sur l'évaluation alors que celle-ci serait saisie par des agences externes¹⁰. Le système d'éducation des pays scandinaves est donc lui aussi menacé par le néolibéralisme éducatif.

Plus largement, en ce qui concerne la soi-disant « social-démocratie 2.0 » des pays scandinaves, notons que ces pays capitalistes « à visage humain », malgré certains plus au plan social, sont tout de même soumis aux impératifs de la croissance sans fin, de la productivité, de la concurrence (notamment dans les services publics), du libre-échange, du *new public management*, de la précarisation du travail (notamment la « flexicurité » consistant à limiter au maximum les obstacles en matière d'embauche et de congédiement pour les entreprises¹¹ ». Ils ont réduit les charges sociales des entreprises et haussé les taxes à la consommation, etc. Or, une voir plus intéressante de sortie de la folie du développement et de la croissance, de l'impasse de la globalisation¹² reste à mon avis la décroissance (Latouche, Gorz, Ellul, Bookchin, etc.). En effet, le capitalisme, même lorsqu'il se présente sous son « visage humain », son côté givré, n'en demeure pas moins toujours fondé sur une conception maximaliste et infinie de la croissance qui repose, comme le disait Marx, sur le double épuisement de la terre et du travailleur exploité, que l'on détruit au nom du productivisme. Je préfère donc lorgner du côté de ce que Michael Löwy et d'autres ont appelé un « écosocialisme du XXIème siècle ».

¹ On consultera à ce propos l'ouvrage suivant : Sébastien Mussi (dir.), *La liquidation programmée de la culture : quel cégep pour nos enfants ?*, Liber, 2016. On trouvera notamment sur www.lanapac.org plusieurs conférences issues du colloque Cégep Inc. tenu à la BANQ en 2015, dont celle du sociologue (et membre de la commission Parent) Guy Rocher.

² Comité école et société, FNEEQ-CSN, « Le modèle dual allemand et l'éducation au Québec », 2016, http://fneeq.qc.ca/wp-content/uploads/ModeleDualAllemand_CVSMMFPLRP_18-mai.pdf

³ Voir Eric Martin et Maxime Ouellet, « Les mécanismes d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur », IRIS, 2012, <http://iris-recherche.qc.ca/publications/les-mecanismes-dassurance-qualite>

⁴ Sandrine Garcia, « L'assurance qualité : un outil de régulation du marché de la formation supérieure et de gestion des universitaires », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 5 | 2006, 69-93.

⁵ Voir James Morrissey, « Governing the academic subject: Foucault, governmentality and the performing university », *Oxford Review of Education*, 2013 Vol. 39, No. 6, 797-810, <http://dx.doi.org/10.1080/03054985.2013.860891>

⁶ Voir Eric Martin et Maxime Ouellet, « La gouvernance des universités dans l'économie du savoir », IRIS, http://iris-recherche.qc.ca/publications/la_gouvernance_des_universites_dans_l8217economie_du

⁷ Michel Freitag, *Le naufrage de L'université*, Québec, Nota Bene, 1995.

⁸ Voir Christian Laval et al., *La nouvelle école capitaliste*, Paris, La Découverte, 2012 ; Marianne Blanchard et Joannie Cayouette-Remblière, *Sociologie de l'école*, Paris, Repères, La Découverte, 2016.

⁹ Voir Christian Laval et Louis Weber, *Le nouvel ordre éducatif mondial*, Paris, Syllepse, 2002.

¹⁰ Evanthia Kalpazidou Schmidt, « Perspectives on quality assurance in national and institutional contexts », dans Jean Émile-Charlier et al., *Contrôler la qualité dans l'enseignement supérieur*, Paris, L'Harmattan, 2012.

¹¹ Eric Desrosiers, « Le pragmatisme scandinave. Il faut protéger la social-démocratie, peu importe si les moyens pour ce faire sont identifiés à la droite », *Le Devoir*, 2014.

¹² Voir Michel Freitag, *L'impasse de la globalisation*, Montréal, Écosociété, 2008.